

Art. 15. Le Ministre communautaire des Finances et du Budget et le Ministre communautaire de l'Aménagement du Territoire et du Logement, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 20 mars 1991.

Le Président de l'Exécutif flamand,
Ministre communautaire des Finances et du Budget,

G. GEENS

Le Ministre communautaire de l'Aménagement du Territoire et du Logement,

L. WALTNIEL

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA CULTURE ET DES AFFAIRES SOCIALES

F. 91 — 1458

3 MAI 1991. — Arrêté de l'Exécutif de la Communauté française modifiant l'arrêté du 23 mai 1989 fixant les modalités d'octroi, de suspension et de retrait de la reconnaissance des radios privées

L'Exécutif de la Communauté française,

Vu le décret du 17 juillet 1987 sur l'audiovisuel, notamment le chapitre IX et spécialement l'article 30, et le chapitre X;

Vu l'arrêté de l'Exécutif du 23 mai 1989 fixant les modalités d'octroi, de suspension et de retrait de la reconnaissance des radios privées;

Vu l'arrêt de la Cour d'arbitrage du 7 février 1991;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre-Président de l'Exécutif de la Communauté française chargé de la Culture et de la Communication;

Vu la délibération de l'Exécutif du 29 avril 1991,

Arrête :

Article 1er. L'article 1er de l'arrêté du 23 mai 1989 fixant les modalités d'octroi, de suspension et de retrait de la reconnaissance des radios privées, ci-après dénommé « l'arrêté » est complété par les dispositions suivantes :

« 6° Puissance d'un appareil émetteur : la puissance de moyenne de l'onde porteuse disponible à la sortie de l'appareil émetteur;

7° Puissance apparente rayonnée d'une radio privée : la puissance fournie à l'antenne, multipliée par le gain de l'antenne dans une direction donnée, lorsque l'antenne de référence est un dipôle demi-onde sans pertes, isolé dans l'espace;

8° Hauteur effective de l'antenne : la hauteur de l'antenne au-dessus du niveau moyen du sol dans un rayon de trois kilomètres autour de la radio privée. »

Art. 2. Un article 1bis, rédigé comme suit est inséré dans le même arrêté :

« Article 1bis. § 1er. Les radios privées sont classées, comme suit, en quatre catégories selon les valeurs maximales de leur puissance apparente rayonnée, la hauteur équivalente de leur antenne et leur portée nominale :

1re catégorie, dite des radios de quartier : 20 W/20 mètres/environ 2 km;

2e catégorie, dite des radios locales s'adressant à une commune ou à un groupe de communes contigües : 100 W/35 mètres/6 à 8 km;

3e catégorie, dite des radios d'agglomération : 300 W/40 mètres/10 à 12 km;

4e catégorie, dite des radios régionales s'adressant à un ou plusieurs arrondissements contigus : 1 KW/75 mètres/15 à 20 km.

Les valeurs de la portée nominale sont données à titre indicatif et ne font l'objet d'aucune garantie.

L'Exécutif peut imposer une puissance apparente rayonnée maximale et/ou une hauteur équivalente de l'antenne inférieure à ces limites, en particulier lorsqu'il se trouve dans l'obligation d'assigner des fréquences d'émission identiques ou voisines à plusieurs radios privées desservant des zones peu éloignées l'une de l'autre.

§ 2. L'Exécutif peut, dans des cas particuliers, compte tenu de l'environnement de la radio privée considérée, autoriser une hauteur équivalente de l'antenne supérieure à la limite indiquée, sous la réserve d'une diminution de la puissance apparente rayonnée.

§ 3. Une part de 1 % du produit des ressources provenant de la publicité commerciale à la radio, obtenue par les radios de 3e et 4e catégorie, dont les recettes publicitaires annuelles dépassent un seuil fixé par l'Exécutif après avis du Conseil supérieur de l'Audiovisuel, est attribuée à l'aide à la création radiophonique.

« Ce montant est attribué par l'Exécutif, selon les modalités qu'il détermine, à la création radiophonique pour les radios privées. »

Art. 3. A l'article 2 du même arrêté sont insérés les points 13° à 18°, rédigés comme suit :

« 13° le souhait du demandeur quant au recours ou non à l'émission stéréophonique.

14° La marque et le type de l'appareil émetteur ainsi que son numéro d'homologation.

- 15° La marque, le type, les caractéristiques de l'antenne et sa hauteur par rapport au niveau du sol.
 16° Le type et la longueur du câble reliant l'appareil émetteur à l'antenne.
 17° Un extrait de carte géographique indiquant la zone de service et l'emplacement prévu pour l'installation de la radio privée.

18° La présentation de garanties de capacité technique nécessaire.»

Art. 4. Un article 5bis rédigé comme suit est inséré dans le même arrêté :

« Article 5bis. L'Exécutif assigne les fréquences nécessaires au fonctionnement des radios privées.

L'assignation a lieu sur la base d'un plan de répartition tenant compte :

- 1° des normes techniques générales et relevant de la police générale des ondes, relatives à l'attribution des fréquences et des puissances;
 2° des normes techniques particulières spécifiques à la radiodiffusion, telles que fixées par l'Exécutif;
 3° des limites étroites du spectre disponible;
 4° de la situation géographique des radios privées envisagées et de leurs caractéristiques techniques;
 5° de l'échelonnement de 100 en 100 KHZ des fréquences nominales. »

Art. 5. Un article 5ter rédigé comme suit est inséré dans le même arrêté :

« Article 5ter. Le titre de reconnaissance mentionne de façon précise :

- 1° l'identité du titulaire;
 2° le lieu d'installation de la radio privée;
 3° sa portée nominale maximale;
 4° la puissance de l'appareil émetteur;
 5° la valeur maximale de la puissance apparente rayonnée de la radio privée;
 6° la hauteur effective de l'antenne;
 7° la fréquence assignée;
 8° la marque, le type, les caractéristiques de l'antenne;
 9° la marque et le type de l'appareil émetteur ainsi que son numéro d'homologation;
 10° le type et la longueur du câble reliant l'appareil émetteur à l'antenne;
 11° le recours ou non à l'émission stéréophonique;
 12° éventuellement les périodes pendant lesquelles les émissions sont permises ou toutes autres conditions particulières constituant une restriction à la reconnaissance. »

Art. 6. Un article 5quater rédigé comme suit est inséré dans le même arrêté :

« Article 5quater. Le titre de reconnaissance doit se trouver en permanence au lieu d'installation de la radio privée à laquelle il se rapporte.

Il doit être présenté à toute réquisition des autorités de contrôle compétentes. »

Art. 7. Un article 7bis rédigé comme suit est inséré dans le même arrêté :

« Article 7bis. Toute modification des éléments visés à l'article 5ter ne peut être réalisée qu'après accord de l'Exécutif. »

Art. 8. Jusqu'au 7 janvier 1992, les radios privées doivent se conformer aux conditions fixées par les autorisations délivrées antérieurement à la prise d'effet du présent arrêté par le Ministre des PTT.

Toutefois, et durant la période transitoire courant de l'entrée en vigueur du présent arrêté jusqu'au 7 janvier 1992, l'Exécutif peut, après avis du Conseil supérieur de l'Audiovisuel, modifier les conditions d'émission des radios privées.

Art. 9. Le présent arrêté produit ses effets le 18 mars 1991.

Bruxelles, le 3 mai 1991.

Par l'Exécutif de la Communauté française :

Le Ministre-Président,

V. FEAUX

VERTALING

MINISTERIE VAN CULTUUR EN SOCIALE ZAKEN

N. 91 — 1458

3 MEI 1991. — Besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap tot wijziging van het besluit van 23 mei 1989 tot vaststelling van de nadere regels voor de toekenning, de schorsing en de intrekking van de erkenning van private radio's

De Executieve van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 17 juli 1987 over de audiovisuele sector, inzonderheid op het hoofdstuk IX en in 't bijzonder op artikel 30, en op het hoofdstuk X;

Gelet op het besluit van de Executieve van 23 mei 1989 tot vaststelling van de nadere regels voor de toekenning, de schorsing en de intrekking van de erkenning van private radio's;

Gelet op het arrest van het Arbitragehof van 7 februari 1991;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister-Voorzitter van de Executieve van de Franse Gemeenschap, belast met Cultuur en Communicatie;

Gelet op de door de Executieve na beraadslaging van 29 april 1991 genomen beslissing,

Besluit :

Artikel 1. Artikel 1 van het besluit van 23 mei 1989 tot vaststelling van de nadere regels voor de toekenning, de schorsing en de intrekking van de erkenning van private radio's, wordt aangevuld met de volgende bepalingen :

« 6° Vermogen van een zendtoestel : het gemiddeld vermogen van de draaggolf die aan de uitgang van het zendtoestel beschikbaar is;

7° Effectief uitgestraald vermogen van een private radio : het aan de antenne geleverd vermogen, vermenigvuldigd met de winst van de antenne in een gegeven richting, wanneer de referentie-antenne een verliesvrije halvegolfdipool is, afgezonderd in de ruimte;

8° Effectieve antennehoogte : de hoogte van de antenne boven het gemiddeld niveau van de grond in een straal van drie kilometer rondom de private radio. »

Art. 2. In hetzelfde besluit wordt een artikel 1bis ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel 1bis. § 1. De private radio's worden als volgt gerangschikt, in vier categorieën volgens de maximale waarden van hun effectief uitgestraald vermogen, de overeenstemmende hoogte van hun antenne en hun nominale reikwijdte :

kategorie 1 : de wijkradio's : 20 W/20 meter/ongeveer 2 km;

kategorie 2 : de lokale radio's die bestemd zijn voor een gemeente of een groep aanpalende gemeenten : 100 W/35 meter/6 tot 8 kilometer;

kategorie 3 : de agglomeratieradio's : 300 W/40 meter/10 tot 12 km;

kategorie 4 : de regionale radio's, die bestemd zijn voor één of meer aanpalende arrondissementen : 1 kW/75 meter/15 tot 20 kilometer.

De waarden van de nominale reikwijdte worden ter inlichting gegeven en zijn helemaal niet gewaarborgd.

De Executieve kan een maximaal effectief uitgestraald vermogen en/of en overeenstemmende antennehoogte die onder deze grenzen ligt, opleggen, inzonderheid wanneer zij verplicht is zendfrequenties toe te wijzen die identiek of naastlopend zijn voor verschillende private radio's die niet ver van elkaar verwijderde zones bedienen.

§ 2. In bijzondere gevallen kan de Executieve, rekening houdend met de omgeving van de betrokken private radio, een equivalente antennehoogte boven de vastgestelde limiet toelaten, onder voorbehoud van een vermindering van het effectief uitgestraald vermogen.

§ 3. Er wordt een gedeelte van 1 % van de opbrengst van de geldmiddelen uit de commerciële reclame op radio, die door de radio's van de categorieën 3 en 4 wordt bekomen, waarvan de jaarlijkse reclame-inkomsten een grens overschrijden die door de Executieve na advies van de Hoge Raad voor de audiovisuele sector van de Franse Gemeenschap is bepaald, verleend voor de steun voor creatie op radio.

Dit bedrag wordt door de Executieve voor de creatie op radio aan de private radio's toegekend volgens door haar nader te bepalen regels.

Art. 3. In artikel 2 van ditzelfde besluit worden de punten 13° tot 18° ingevoegd, luidend als volgt :

« 13° De wens van de aanvrager wat betreft het al dan niet uitzenden in stereofonie;

14° Het merk en het type van het zendtoestel alsook zijn homologatienummer;

15° Het merk, het type, de karakteristieken van de antenne en haar hoogte t.o.v. het niveau van de grond;

16° Het type en de lengte van de kabel die het zendtoestel met de antenne verbindt;

17° Een kopie van een landkaart met aanduiding van de dienstzone en de voorziene opstellingsplaats voor de installatie van de private radio;

18° De voorlegging van waarborgen inzake vereiste technische capaciteit. »

Art. 4. In hetzelfde besluit wordt een artikel 5bis ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel 5bis. De Executieve wijst de frequenties toe die nodig zijn voor de werking van de private radio's.

De toewijzing geschiedt op basis van een verdelingsplan dat rekening houdt met :

1° de algemene technische normen bepaald in de algemene politiek van de radio-elektrische golven en betreffende de toewijzing van de frequenties en de vermogens;

2° de bijzondere technische normen, eigen aan de radio-omroep, zoals vastgesteld door de Executieve;

3° de nauwe grenzen van het beschikbaar centrum;

4° de geografische ligging van de beoogde private radio's en hun technische karakteristieken;

5° het feit dat alle nominale frequenties een veelvoud van 100 kHz moeten zijn. »

Art. 5. In hetzelfde besluit wordt een artikel 5ter ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel 5ter. De erkenningstitel vermeldt nauwkeurig :

1° de identiteit van de titularis;

2° de opstellingsplaats van de private radio;

3° de maximale nominale reikwijdte;

4° het vermogen van het zendtoestel;

5° de maximale waarde van het effectief uitgestraald vermogen van de private radio;

6° de effectieve antennehoogte;

7° de toegewezen frequentie;

8° het merk, het type, de karakteristieken van de antenne;

9° het merk en het type van het zendtoestel alsook zijn homologatienummer;

10° het type en de lengte van de kabel die het zendtoestel met de antenne verbindt;

11° het al dan niet uitzenden in stereofonie;

12° eventueel de periodes gedurende dewelke de uitzendingen toegelaten zijn of alle andere bijzondere voorwaarden die een beperking van de erkenning uitmaken. »

Art. 6. In hetzelfde besluit wordt een artikel 5quater ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel 5quater. De erkenningstitel moet zich bestendig bevinden op de opstellingsplaats van de private radio waarop hij betrekking heeft.

Hij moet worden getoond op elk verzoek van de bevoegde controle-overheden. »

Art. 7. In hetzelfde besluit wordt een artikel *7 bis* ingevoegd, luidend als volgt :
« Artikel *7 bis*. Elke wijziging van de in artikel 5 ter bedoelde elementen kan slechts doorgevoerd worden na akkoord van de Executieve. »

Art. 8. Tot 7 januari 1992 moeten de private radio's zich schikken naar de voorwaarden bepaald in de vergunningen die door de Minister van PTT werden afgegeven vóór de datum met ingang waarvan dit besluit uitwerking heeft.

Tijdens de overgangperiode die aanvangt vanaf de inwerkingtreding van dit besluit en die loopt tot 7 januari 1992, kan de Executieve, na advies van de Hoge Raad voor de audiovisuele sector van de Franse Gemeenschap evenwel de uitzendingsvoorwaarden van de private radio's wijzigen.

Art. 9. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 18 maart 1991.

Brussel, 3 mei 1991.

Vanwege de Executieve van de Franse Gemeenschap :

De Minister-Voorzitter,

V. FEAUX

F. 91 — 1459

3 MAI 1991. — Arrêté de l'Exécutif de la Communauté française modifiant l'arrêté de l'Exécutif du 31 août 1989 fixant la répartition des espaces de publicité commerciale et les ressources en provenant, entre la Radio-Télévision belge de la Communauté française et les stations et sociétés de radiodiffusion s'adressant à l'ensemble du public de la Communauté française et autorisées à insérer de la publicité commerciale

L'Exécutif de la Communauté française,

Vu le décret du 12 décembre 1977 portant statut de la Radio-Télévision belge de la Communauté française (RTBF), modifié par le décret du 4 juillet 1989;

Vu la loi du 6 février 1987 relative au réseaux de radiodistribution et de télédistribution et à la publicité commerciale à la radio et à la télévision, modifiée par le décret du 4 juillet 1989;

Vu l'arrêté royal du 19 juin 1987 relatif à l'autorisation d'insérer de la publicité commerciale dans les programmes de télévision qui sont destinés à toute la Communauté française;

Vu l'arrêté de l'Exécutif du 28 août 1989 autorisant la Radio-Télévision belge de la Communauté française à insérer de la publicité commerciale dans ses programmes;

Vu l'arrêté de l'Exécutif du 31 août 1989 fixant la répartition des espaces de publicité commerciale et les ressources en provenant, entre la Radio-Télévision belge de la Communauté française et les stations et sociétés de radiodiffusion s'adressant à l'ensemble du public de la Communauté française et autorisées à insérer de la publicité commerciale;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 9 août 1980, du 16 juin 1989 et du 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant la nécessité de fixer sans retard les conditions nouvelles du marché publicitaire audiovisuel et de permettre de prendre les mesures à l'égard de la presse écrite;

Sur la proposition du Ministre-Président chargé de la Culture et de la Communication;

Vu la délibération de l'Exécutif du 29 avril 1991.

Arrêté :

Article 1er. A l'article 4 de l'arrêté de l'Exécutif du 31 août 1989 fixant la répartition des espaces de publicité commerciale et les ressources en provenant, entre la Radio-Télévision belge de la Communauté française et les stations et sociétés de radiodiffusion s'adressant à l'ensemble du public de la Communauté française et autorisées à insérer de la publicité commerciale sont apportées les modifications suivantes :

1^o au deuxième tiret, le chiffre « 559 000 000 » est remplacé par le chiffre « 584 800 000 ».

2^o au troisième tiret, le chiffre « 650 000 000 » est remplacé par le chiffre « 680 000 000 ».

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le 1er janvier 1990.

Bruxelles, le 3 mai 1991.

Par l'Exécutif de la Communauté française,

Le Ministre-Président,

V. FEAUX

VERTALING

N. 91 — 1459

3 MEI 1991. — Besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap tot wijziging van het besluit van de Executieve van 31 augustus 1989 tot vaststelling van de verdeling van de plaats bestemd voor commerciële reclame en de inkomsten die hieruit voortvloeien, tussen de « Radio-Télévision belge de la Communauté française » en de radio-omroepstations en radio-omroepverenigingen die zich tot het gehele publiek van de Franse Gemeenschap richten en die ertoe gemachtigd zijn commerciële reclame op te nemen

De Executieve van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 12 december 1977 houdende het statuut van de « Radio-Télévision belge de la Communauté française » (RTBF), gewijzigd bij het decreet van 4 juli 1989;